

Pour une conclusion républicaine de la crise à Madagascar

Tribune - Point de vue - Philippe Rajaona – 20/08/13

Une unanimité est acquise quant à une conclusion démocratique de la crise par la voie des urnes. Des élections qui permettront de jauger les véritables poids électoraux des prétendants politiques, de repartir la légitimité au sein de cette bulle politique pourtant si éloignée du pays réel et qui constitue le principal facteur de blocage pour une sortie de crise dans la dignité.

Pour être véritable et par le haut, la sortie de crise ne pourra pourtant pas être seulement démocratique, elle devra être aussi républicaine. République, Res publica, la Chose Publique.

La grande erreur de la Communauté Internationale eut été de décréter l'existence de 4 mouvances et de s'y appuyer pour gérer la crise politique à Madagascar. Ces mouvances sont toutes sauf républicaines. Elles ne se reposent sur aucune idéologie, choix de société et de mouvement politique clairs et identifiés. La preuve en est de ces ralliements et de ces reniements répétés de circonstance au gré de l'humeur des 4 égos qui portent leurs noms.

Didier Ratsiraka n'est pas un républicain. Il a confisqué la gestion de l'économie nationale pendant ses 2 mandats au profit d'une oligarchie économique dans un système ploutocratique : les fameux « mahitahita ». L'essentiel se passait dans l'informel, le trafic d'influence, les délits d'initiés et l'accaparement abusif des richesses, des activités lucratives et des marchés juteux. Au détriment de Madagascar et de sa population qui ont connu la pauvreté et l'économie de pénurie sous la conduite de l'Amiral obnubilé par le pouvoir pour le pouvoir.

Zafy Albert est démocrate mais n'est pas un républicain. Il a laissé aller la corruption des institutions devenues à géométrie variable au gré des donations de 4x4 et d'enveloppes. Il a modifié la constitution malgré son serment pour régler un différend politique. L'enrichissement visible sans causes des politiciens s'est accentué sous son ère.

Marc Ravalomanana est loin d'être républicain quand il intervient par des faits du prince dans toutes les institutions de la République en y incluant l'Armée et l'Eglise. La Chose Publique est devenue un pré-carré au gré des intérêts du Président. Il faisait et défaisait les lois et les codes (douanier, notamment...) selon ses intérêts et ses besoins du moment.

Andry Rajoelina a utilisé les méthodes de Ratsiraka, Zafy et Ravalomanana réunis pour s'accaparer à une vitesse grand V les biens publics et les richesses nationales, favorisant un système mafieux. Le non respect de la parole donnée et la non application des conventions sont devenus des pratiques récurrentes.

À l'heure où 92% de la population dérive vers la pauvreté, que 600.000 enfants sont déscolarisés, qu'un million d'emplois directs et indirects ont été perdus à cause de la crise politique alors que 1200 tonnes de bois de rose vont être bradés et en cours d'exportation actuellement, que des nouveaux gisements de diamant et de terres rares viennent d'être découverts, que s'impose la gestion de la Zone Économique Exclusive qui s'empiète avec celle de la France pour les Iles Éparses, ...

Madagascar aurait besoin d'une prise de conscience républicaine, une trêve politique pour permettre une relance économique, seul moyen de souveraineté véritable pour échapper à la fois à la Françafrique et à la Chinafrique mais aussi à tous les autres systèmes de prédation directs ou indirects dont nous sommes la cible privilégiée. Nous, c'est Madagascar, le bien commun, la chose publique, la République.

Malheureusement, la crise perdure à cause de pratiques antirépublicaines par le biais des candidatures de défiance.

Didier Ratsiraka savait très bien qu'il ne remplissait pas les conditions d'éligibilité au moment où il a déposé sa candidature.

Marc Ravalomanana aurait pu très bien désigner un de ses fidèles lieutenants, Mamy Rakotoarivelo ou Pierrot Botozaza, tout à fait éligibles, pour ne pas courir le risque d'avoir une disqualification de la candidature

représentant sa mouvance. L'égo a pris le dessus et Lalao Ravalomanana fut choisie par défiance. Un autre fait du prince.

Andry Rajoelina a préféré écarter d'un revers de la main le choix de son entité politique et imposer sans scrupule sa candidature hors délai dans une démarche hors la loi.

Zafy Albert, continue à user et à abuser d'un droit de refus devenue un réflexe de reniement systématique de toutes décisions, tout à fait contraire à la pratique républicaine.

De tout cela, ce que l'on peut retenir est que la décision de la Cour Électorale Spéciale du 17 Aout est-elle bien républicaine. Elle démontre ce que devrait être l'attitude d'une institution forte, accomplissant sa mission au-dessus de tout clivage et d'inclinaison partisane, reflétant une indépendance de la justice, dire le droit et ne pas l'interpréter politiquement.

Ce qui est le contre-exemple parfait de la décision toute honte bue de la CES première version datée du 3 mai 2013. Décision génératrice de la tension actuelle.

Tout Républicain devrait féliciter le courage et la décision de la CES le 17 Aout 2013.

Tout démocrate devrait appuyer la tenue des élections et réclamer de chacune des mouvances qu'elles jouent le jeu républicain et démocrate en désignant un candidat de remplacement prévu les dispositifs légaux.

Chaque mouvance devrait être représentée lors des prochaines élections.

Il revient à ces mouvances de démontrer qu'elles ne représentent pas uniquement un nom mais bel et bien un mouvement politique. Autrement, elles ne feront que confirmer leur alignement uniquement partisan sans respect pour la République. Elles devraient accepter que la désignation d'un candidat de remplacement ne les rabaisse pas mais, au contraire, élève les prochaines élections au rang d'une balance fiable pour vérifier le poids électoral de toutes les mouvances.

Le rôle de la Communauté Internationale consiste à soutenir toutes les volontés nationales qui favorisent la tenue d'élections cette année en renforçant explicitement les structures de la société civile, en dehors des mouvances et des signataires de la feuille de route, et à accompagner le processus électoral indépendant. Par le respect des institutions républicaines nationales.

En conclusion de tout ce qui vient d'être dit, la conclusion de la crise à Madagascar devrait se baser sur les valeurs démocrates et républicaines. Démocrates par la tenue des élections au plus tôt. Républicaines sans la participation nominative des 4 chefs de mouvances aux élections.

La Convention de Paix soutenue par la Conférence des Églises devrait permettre une porte de sortie honorable aux 4 chefs de mouvance qui devraient annoncer dans la dignité et dans la noblesse politiques leur retrait du jeu électoral en se contentant de superviser ensemble ce rendez-vous démocratique et républicain.

Pour gagner la confiance de l'électorat, aucun des 4 chefs de mouvance ne devrait conduire le pays au moment des élections. Pour que la règle de jeu soit équitable, Andry Rajoelina devrait renoncer à la conduite de la fin de la Transition.

Ce serait alors l'acte républicain et patriotique unique qui amènera la conclusion véritable de la crise.

Pour la République, pour la Démocratie et pour Madagascar.